

Contribution personnelle concernant les travaux du GEP

Jean Louis Decossas
Professeur des Universités
Président de Pe@rL SAS

Un peu d'histoire : la contribution universitaire ...

C'est initialement à la demande du Président du Conseil Général de la Haute Vienne, Jean Claude Peyronnet, que l'Université de Limoges a mis, dans les années 90, ses moyens au service de la communauté pour expertiser au plan radiologique les sédiments de lacs sous influence des anciennes mines d'uranium dans le département. Cette première expérience fut le point de départ d'un travail de recherche et d'expertise mettant en jeu des laboratoires de l'Université et du CNRS (IRCOM, LSCE, CNBG) avec pour objectif de mesurer, comprendre et caractériser l'impact des anciennes mines d'uranium sur les sédiments des plans d'eau sous influence. L'importance des travaux à accomplir dans ce domaine justifia rapidement une implication forte des pouvoirs publics qui avec le soutien de l'Europe contribuèrent à la création d'un centre scientifique spécifiquement dédié à des études de ce type au sein de l'Université de Limoges. Durant les années qui ont suivi, ce centre a poursuivi ses travaux de recherche sur les phénomènes en jeu, recherches concrétisées par deux thèses de doctorat auxquelles il a contribué. Dès le départ l'accent avait été mis sur les sédiments lacustres, parce qu'il était rapidement apparu qu'il s'agissait là de la manifestation la plus évidente et la plus importante de l'impact des anciennes installations minières sur un milieu environnant sensible. Parallèlement, des méthodes d'expertises et de contrôle ont été développées pour informer les instances locales et régionales et mettre en place une surveillance récurrente de certains sites. Aujourd'hui, dans un contexte institutionnel ayant évolué, le rôle universitaire se prolonge à travers le test de solutions de remédiation dites de « chimie verte », basées sur la bio-sorption des radionucléides présents dans les eaux par des produits naturels, respectueuses de l'environnement, issues des laboratoires de recherches locaux.

La mise en place du GEP.

La création d'un groupe d'experts pluraliste par les pouvoirs publics avec la mission qu'on lui connaît à constitué à mes yeux une avancée majeure dans l'analyse de la situation limousine, la recherche de solutions et leur pérennisation, avec en outre l'objectif d'une transposition aux autres sites nationaux.

L'intérêt fondamental du GEP a résidé d'abord dans le regroupement des acteurs concernés autour d'une même table. Les perceptions et sensibilités diverses ont généralement été dépassées pour apporter une vision globale du sujet issue des contributions des diverses entités et personnalités composant le GEP.

La composante scientifique du dossier s'est considérablement enrichie de la mise en commun des connaissances apportées notamment par l'exploitant (bilan décennal environnemental), l'IRSN (Tierce expertise de ce document) et l'Université de Limoges (rapports successifs des années 2000). Des compléments scientifiques ont été produits (école des Mines de Paris, IRSN, InVS,...) pour préciser certains points et donner aux membres du groupe des bases mieux étayées à l'établissement des recommandations.

Au delà de cet aspect scientifique, la contribution des associations présentes, la prise en compte des aspects sociétaux, les réflexions sur les aspects réglementaires ont conduit à un système cohérent de recommandations montrant le souci de mettre en place des solutions pérennes à moyen et long terme qui ne peuvent que satisfaire le limousin que je suis.

A propos du Limousin

Quelques uns des grands traits des résultats des travaux du GEP que je retiens particulièrement sont les suivants.

Qu'il ait été exploité ou non par le passé, l'uranium du sous-sol limousin confère à cette région des caractéristiques radiologiques particulières. Une difficulté majeure à laquelle les scientifiques se heurtent est d'évaluer correctement la composante naturelle de l'exposition humaine et de l'impact environnemental pour cerner la composante ajoutée sur ces grandeurs par les conséquences de l'exploitation minière. On retrouve ce souci dans l'une des recommandations du GEP.

Concernant l'impact environnemental, les travaux complémentaires du GEP ont mis en évidence que des outils informatiques performants pouvaient être utilisés pour l'évaluer. Ils ont aussi montré la difficulté qui existe dans la quantification de l'influence des radionucléides sur les écosystèmes et conduit à la proposition de consentir des efforts sur le sujet.

Les aspects sanitaires ont aussi été examinés. Les compléments aux résultats existants produits par le GEP concernant le risque radiologique n'ont pas montré de risque avéré pour les populations. C'est en soi un résultat important qu'il conviendra de compléter dans l'avenir et qui suppose une bonne connaissance du risque naturel précédemment évoqué. De façon complémentaire, l'impact chimique auquel par le passé une attention spécifique n'a pas été portée doit être étudié.

Globalement, je me réjouis de la qualité des échanges qui se sont produits tout au long de plus de trois années de travaux, en particulier au sein des groupes de travail auxquels j'ai été amené à participer. Les documents produits à l'issue de cette longue période montrent me semble-t-il une grande cohérence globale sur le plan de la gestion des sites et un souci clair de trouver des solutions pour le long terme. C'est tout à l'avantage de l'environnement et des habitants de la région Limousin.

En conclusion, je remarque aussi que le GEP est sorti un peu de la spécificité de son étude consacrée au « mines du Limousin », en soulignant dans une de ses recommandations la nécessité de « ... *développer des outils de surveillance et de veille sanitaire dans les zones de radioactivité naturelle importante telles que les régions uranifères* ... ». La région Limousin, en collaboration avec tous les acteurs locaux et nationaux concernés s'est déjà penchée sur ce problème notamment à travers une campagne expérimentale de réduction du risque radon dans l'habitat privé dont on sait qu'il est le risque radiologique naturel majeur pour l'homme. Les résultats obtenus le confirment largement : pour le seul risque lié au radon « indoor », la distribution statistique des activités radon de l'échantillon étudié conduit à un risque moyen environ 7 fois supérieur au risque maximum évalué par le GEP, le risque pouvant, dans quelques cas extrêmes, être 100 fois supérieur. Ces valeurs sont certes approchées mais elles permettent à tout un chacun de situer les risques sanitaires respectifs, et aux responsables concernés de hiérarchiser les problèmes à traiter.